

Conseil départemental de la GIRONDE

Séance plénière du Jeudi 30 Juin 2016

Motion sur le projet de Ligne à Grande Vitesse Sud-Europe-Atlantique

présentée par le Groupe des Elus Socialistes

et le Groupe Europe Ecologie Les Verts

Le 28 mai dernier, le Conseil d'Etat a autorisé le Grand projet ferroviaire du Sud Ouest (GPSO) et le 2 juin, ces travaux de lignes ferroviaires ont été déclarés d'utilité publique au Journal Officiel. Face à cette décision, le Conseil départemental tient à préciser sa position sur ce projet.

L'assemblée départementale regrette en premier lieu que l'avis négatif de la commission d'enquête n'ait pas été pris en considération. Celle-ci s'appuyait pourtant sur une large consultation des acteurs locaux dont les avis étaient très majoritairement négatifs. Compte tenu du dimensionnement du projet et de son impact sur les territoires, les conclusions de cette étape clef du processus démocratique auraient dû être respectées.

De plus, le coût de ce gigantesque projet est estimé à plus de 8 milliards d'euros. Au vu du déficit actuel des opérateurs ferroviaires nationaux et dans un contexte de raréfaction des fonds publics, son portage financier paraît incertain. Dans son rapport rendu en octobre 2014, la Cour des comptes nous alertait d'ailleurs quant au manque de rentabilité des lignes grande vitesse.

Pour garantir une gestion financière saine des collectivités, les élus locaux doivent répondre en priorité aux besoins quotidiens de leurs administrés. De ce point de vue, il s'agit en Gironde d'améliorer d'abord la mobilité de proximité.

Les attentes de nos concitoyens portent en effet prioritairement sur une offre de mobilité qui facilite les déplacements de proximité, y compris transversaux. En termes de déplacements, la priorité a ainsi été donnée depuis de nombreuses années par le Département au développement du réseau TransGironde à un coût accessible, au bon état des routes, au développement du covoiturage, aux liaisons douces et itinéraires cyclables, au développement des tiers-lieux et du télétravail. Cette dynamique sera maintenue.

En outre, la dégradation des lignes TER continue de s'accroître, malgré la pression des collectivités locales, et particulièrement de la Région, auprès de la SNCF. Des réponses doivent être apportées avant toute chose aux Girondins en termes de fiabilité des dessertes ferroviaires sur l'ensemble du département, ce qui suppose prioritairement le renforcement des lignes existantes.

Pour conclure, en l'absence de réponses aux questions formulées sur l'impact et le financement de la GPSO, le département n'opte pas pour le financement de cette infrastructure ferroviaire et fait le choix de favoriser les déplacements du quotidien et d'encourager les solidarités humaines et territoriales